



Serge Bianchi (dir.)

## Les sociétés populaires à travers leurs procès-verbaux

Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

---

# Une société politique du Nord-Est : le club jacobin de Gray

Danièle Pingué

---

DOI : 10.4000/books.cths.4008

Éditeur : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Lieu d'édition : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques

Année d'édition : 2018

Date de mise en ligne : 27 novembre 2018

Collection : Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques

ISBN électronique : 9782735508792



<http://books.openedition.org>

### Référence électronique

PINGUÉ, Danièle. *Une société politique du Nord-Est : le club jacobin de Gray* In : *Les sociétés populaires à travers leurs procès-verbaux* [en ligne]. Paris : Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques, 2018 (généré le 20 novembre 2020). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/cths/4008>>. ISBN : 9782735508792. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.cths.4008>.

---

# Une société politique du Nord-Est : le club jacobin de Gray

Danièle Pingué

Maître de conférences honoraire à l'université de Franche-Comté

---

Extrait de : BIANCHI Serge (dir.), *Les sociétés populaires à travers leurs procès-verbaux : un réseau de sociabilité politique sous la Révolution française*, éd. électronique, Paris, Éd. du Comité des travaux historiques et scientifiques (Actes des congrès nationaux des sociétés historiques et scientifiques), 2018.

Cet article a été validé par le comité de lecture des Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques dans le cadre de la publication des actes du 140<sup>e</sup> Congrès national des sociétés historiques et scientifiques tenu à Reims en 2015.

Notre travail en cours d'achèvement<sup>1</sup> porte sur la société populaire de Gray, petite ville située au sud-ouest de la Haute-Saône, dans la ci-devant province de Franche-Comté<sup>2</sup>, dont les caractéristiques géopolitiques à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle étaient très différentes de celles du centre et de l'Ouest du Bassin parisien sur lesquels ont porté les premiers volumes de la série « Procès-verbaux des sociétés populaires » des Éditions du CTHS.

Parmi les rares clubs francs-comtois dont les procès-verbaux nous sont parvenus dans leur intégralité<sup>3</sup>, celui de Gray s'est révélé le plus intéressant en raison de sa durée d'existence – près de quatre ans, sans aucune interruption – et de sa localisation dans un chef-lieu de district. Ses procès-verbaux de délibérations, contenus dans deux gros registres in-folio de 495 et 197 pages conservés aux Archives départementales de la Haute-Saône<sup>4</sup>, ne comportent aucune lacune. Complétés par d'autres sources conservées tant aux archives départementales que dans le fonds très riche des Archives communales

---

<sup>1</sup> D. Pingué, *Procès-verbaux du club jacobin de Gray, Haute-Saône (mars 1791-janvier 1795)*.

<sup>2</sup> Par rapport à la région actuelle, la province de Franche-Comté, annexée à la France en 1678, ne comportait à la veille de la Révolution ni l'actuel Territoire de Belfort (annexé en 1648 et rattaché à l'Alsace) ni le « pays de Montbéliard », annexé en 1793. Elle fut divisée en 1789 en trois départements : la Haute-Saône, le Doubs et le Jura.

<sup>3</sup> Ceux de Belvoir, Quingey, Saint-Hippolyte dans le Doubs ; de Jussey, de Gray et de Montbéliard en Haute-Saône ; de Salins (« découvert » après que j'ai commencé ce travail), et de Saint-Claude dans le Jura.

<sup>4</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 261 L1-L2.

de Gray, ils permettent d'observer semaine après semaine la vie de ce club et le rôle qu'il joua dans la participation de sa ville et de son district à la Révolution. Au fil des 485 séances se dessinent à la fois ses points communs avec les autres sociétés du réseau jacobin à l'échelle nationale et des spécificités liées en partie au contexte régional et local dans lequel il a fonctionné.

Sans avoir constitué en bloc une terre de résistance à la Révolution, la Franche-Comté en présenta certains caractères : ancien bastion de la Contre-Réforme, elle opposa en effet une résistance inconditionnelle aux politiques religieuses du nouveau régime. Mais en même temps, elle fit preuve – en dehors de ce qui avait trait à la religion – d'un indéniable légalisme (avec certes des différences notables entre les départements) et participa en particulier d'une manière remarquable à la mobilisation patriotique, ce qui s'expliquait en grande partie par « l'esprit de frontière<sup>5</sup> ». Autre manifestation de la complexité de son comportement, elle fut à la fois l'une des régions qui votèrent « le mieux » dans la décennie révolutionnaire<sup>6</sup>, et l'une des moins riches en sociétés politiques<sup>7</sup>.

La ville de Gray, siège d'un bailliage secondaire devenu en 1790 l'un des six chefs-lieux de districts de la Haute-Saône, comptait au début de la Révolution environ 4 500 habitants, ce qui faisait d'elle la deuxième cité du département, après le chef-lieu, Vesoul, qui en abritait un peu moins de 6 000. Bâtie sur la rive gauche de la Saône, à l'endroit où celle-ci devient navigable peu avant son entrée en Bourgogne, Gray avait acquis sa prospérité grâce à son port fluvial, par lequel s'effectuait un fructueux commerce avec Lyon et la Méditerranée. Cependant, ce sont ses fonctions administratives, judiciaires, religieuses (elle abritait de nombreux couvents), militaires enfin (il s'agissait d'une ville de garnison relativement proche de la frontière), qui lui

---

<sup>5</sup> Voir J.-L. Mayaud, *La Franche-Comté au XIX<sup>e</sup> siècle*, p. 5 à 84 ; il s'agit du seul travail de synthèse existant actuellement sur l'histoire de la Franche-Comté dans la Révolution française.

<sup>6</sup> Cette comparaison à l'échelle nationale repose sur les travaux de S. Aberdam, qui a notamment effectué, dans le cadre de la préparation de sa thèse, un recensement exhaustif, canton par canton, des taux de participation aux plébiscites constitutionnels de 1793 et de l'an III ; voir S. Aberdam, « L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 ».

<sup>7</sup> Selon les résultats de l'enquête nationale sur les sociétés politiques, qui ont été publiés dans J. Boutier et P. Boutry (dir.), *Atlas de la Révolution française*, t. VI : *Les sociétés politiques*.

avaient donné sa physionomie. Si les artisans, petits commerçants et salariés constituaient la grande majorité de la population, si les entrepreneurs et négociants étaient relativement nombreux, ce sont les fonctionnaires et les bourgeois « à talents » qui dominaient la société urbaine. Ce groupe des élites bourgeoises avait connu dans les dernières années de l'Ancien Régime une véritable guerre de clans autour de la question de la vénalité des charges municipales ; en juillet 1789, face à la Grande Peur, tous s'étaient réconciliés et le vicomte mayer, à qui on reprochait d'avoir acheté sa charge, était demeuré en poste. Mais en janvier 1790, c'est son principal adversaire, Jean-François Crestin, avocat et procureur du roi au bailliage présidial, qui devint le premier maire de Gray<sup>8</sup>.

C'est vraisemblablement à ce personnage que revint l'initiative, un an plus tard, de créer la Société des amis de la Constitution, fondée le 17 mars 1791 par 85 citoyens qui en avaient « d'un commun accord, conçu le projet depuis longtemps [...] à l'exemple des autres villes du Royaume<sup>9</sup> », et dont il fut le premier président. Sous cette dénomination, puis celles de Société des amis de la liberté et de l'égalité (le 6 décembre 1792), de Société républicaine, montagnarde ou antifédéraliste (le 25 août 1793) et enfin de Société montagnarde et révolutionnaire (en l'an II), ce club fonctionna sans interruption jusqu'à sa dissolution par le représentant Sevestre le 21 nivôse an III (10 janvier 1795). Dominé les deux premières années par ses éléments modérés, il bascula en faveur de la Montagne dans le contexte de la crise fédéraliste de l'été 1793, qui toucha directement la Franche-Comté à travers la rébellion du « Jura contre Paris<sup>10</sup> ». Ferme soutien en l'an II de la politique de salut public du gouvernement révolutionnaire, il se montra en l'an III de plus en plus critique face à la « réaction thermidorienne », ce qui provoqua sa disparition brutale et relativement précoce.

---

<sup>8</sup> Cette brève présentation s'appuie sur J.-P. Marque, *Institution municipale et groupes sociaux : Gray, petite ville de province (1690-1790)*.

<sup>9</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 261 L1, Société populaire de Gray, séance du 17 mars 1791.

<sup>10</sup> Sur la participation du Jura au « mouvement fédéraliste », voir *Le Jura contre Paris : le mouvement fédéraliste jurassien de 1793* et la thèse récente de A. Bouchard, « Entre textes parisiens et réalités locales : l'administration départementale du Jura (1790-1793) ».

Comparable sur de nombreux points aux autres clubs jacobins, celui de Gray présentait une indéniable originalité sur le plan de son recrutement, de ses relations avec les autres sociétés politiques, et enfin, de ses domaines privilégiés d'intervention.

### *Une société de masse, au large rayonnement géographique*

Sans surprise, les fondateurs appartenaient en grande majorité aux élites bourgeoises de la ville : les hommes de loi et les membres de la bourgeoisie « à talents » venaient en tête (23 membres des professions juridiques, et le corps médical de la ville pratiquement au complet), suivis de près par les négociants et gros artisans (une vingtaine), auxquels s'ajoutaient 12 rentiers ; plus original, on notait également la présence de 9 prêtres et de 7 anciens militaires chevaliers de Saint-Louis ; au nombre de 11 (dont 2 aubergistes), les artisans et boutiquiers étaient nettement sous-représentés. Sans surprise non plus, un cinquième des fondateurs (17) exerçaient des fonctions administratives : 10 au niveau de la municipalité ou du district, 6 dans le tribunal de district, 2 au niveau de département. Tous étaient graylois.

Déjà nombreuse au départ, la société s'agrandit à un rythme très rapide pour atteindre, à la fin de l'année 1792, 780 adhérents<sup>11</sup>. Plus du quart d'entre eux (208), résidaient dans 61 localités extérieures différentes, réparties dans l'ensemble des cantons des districts voisins de Gray et de Champlitte ; ces horsains étaient surtout des notables : le maire et le curé du lieu, voire, comme dans la petite commune de Vereux, le conseil municipal au grand complet. Nous reviendrons, à propos du type d'implantation des sociétés politiques de la région, sur ce trait d'originalité du club de Gray. Il reste que la ville elle-même fournit en 1791 et 1792 plus de six cents adhérents à la Société des amis de la Constitution, ce qui représentait plus des trois quarts de ses citoyens actifs<sup>12</sup>.

Comme beaucoup d'autres sociétés populaires, le club graylois, en se radicalisant, connut une chute sévère de ses effectifs ; le 15 frimaire an II (5 décembre 1793), au « creux de la vague », il ne comptait plus que 312 membres, avant que les adhésions reprennent, mais à

---

<sup>11</sup> Selon la liste des membres établie par le trésorier le 27 janvier 1793 (Arch. dép. Haute-Saône, 261 L3).

<sup>12</sup> Le nombre des citoyens actifs est fourni par un recensement des citoyens de Gray assujettis à la Garde nationale, datant du début de 1792 ; 807 noms figurent sur cette liste (Arch. dép. Haute-Saône, 279 Edt 1194, Arch. mun. Gray, Comité militaire).

un rythme inférieur à celui des premières années. Au total cependant, 895 citoyens en furent membres à un moment donné entre 1791 et 1795.

Ces effectifs considérables sont à mettre en rapport avec la volonté délibérée du club de s'ouvrir aux couches populaires. L'article 23 du règlement adopté lors de sa première séance, précise en effet :

« Il sera libre à tous les ouvriers pères de famille laborieux, reconnus bons patriotes, et qui n'ont que le produit de leurs travaux pour fournir à leur subsistance et à celle de leurs familles de se faire admettre dans la Société avec les formes prescrites pour les articles 7, 8 et 9 sans être tenus de fournir aucune contribution. La Société pourra même leur fournir des secours dans leurs besoins reconnus, autant que ses fonds le permettront les citoyens qui ne pourraient pas payer la cotisation en seraient effectivement dispensés<sup>13</sup>. »

Quelque temps plus tard, il fut décidé que les admissions n'auraient lieu que les dimanches et fêtes afin que les ouvriers puissent participer au vote sans interrompre leurs travaux. Autre indice du caractère populaire de son recrutement, le club de Gray, bien que l'on se trouvât dans une région très alphabétisée pour l'époque, compta parmi ses membres un certain nombre « d'illétrés », ce qui était exceptionnel pour une société urbaine. Son attention à l'égard des citoyens les plus modestes se manifestait également, on le verra, par l'hypertrophie de ses activités en matière d'assistance.

### ***Des liens étroits avec les Jacobins de Paris***

La société politique de Gray fut la quatrième à voir le jour en Haute-Saône, après celles de Vesoul, créée en 1790, de Luxeuil (chef-lieu de district) et de Faverney (chef-lieu de canton) apparues au début de 1791, et qui toutes déposèrent dès leur fondation une demande d'affiliation aux Jacobins de Paris<sup>14</sup>.

S'étant elle-même située d'emblée dans le réseau jacobin par le choix de son nom et l'adoption d'un règlement inspiré de celui du club de Besançon, lui-même calqué sur

---

<sup>13</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 261 L1, Société populaire de Gray, séance du 17 mars 1791.

<sup>14</sup> Selon la liste des sociétés affiliées aux Jacobins de Paris publiée dans *Le Patriote français*, supplément au n° 372, 15 août 1790 et les demandes d'affiliation publiées dans le *Journal des amis de la Constitution*, n° 10, 7 janvier 1791 et n° 17, 3 mars 1791. Gray : n° 25, 12 mai 1791. Ces documents ont été analysés par J. Boutier dans *L'Ami des clubs* (bulletin de liaison du groupe d'enquête sur les sociétés populaires, École normale supérieure, 43 rue d'Ulm, Paris), n° 3, octobre 1985.

celui de la société mère parisienne, la société de Gray s'empresse, dès sa seconde séance, de se doter d'un « certificat de membre » et d'un sceau sur le modèle de ceux des autres sociétés des amis de la Constitution, et de demander son affiliation à celle de Paris, à celles qu'elle connaissait en Haute-Saône et dans les départements limitrophes<sup>15</sup> et enfin à celles de quelques grandes villes d'autres départements<sup>16</sup>.

L'obtention de son affiliation au club de Paris s'avéra très laborieuse, mais l'acharnement qu'elle mit pour avoir gain de cause montre la puissance de sa motivation. Sa demande ayant été enregistrée avant le 12 mai 1791<sup>17</sup>, elle fut invitée, comme le voulait le règlement parisien, à rechercher le parrainage de deux autres sociétés, que Besançon et Dole lui accordèrent sans peine le 9 juin ; mais la fuite du roi puis la scission des Feuillants ralentirent la poursuite des opérations. Le 31 juillet, se demandant à qui elle allait désormais s'adresser, la société de Gray opta pour les Jacobins car, nota le secrétaire, « on connaît bien cette société, qui est patriotique<sup>18</sup> » ; cependant, son leader Jean-François Crestin, élu à l'Assemblée législative, s'inscrivit aux Feuillants, ce qui ne fut guère du goût de la société mère. Après avoir exigé de nouvelles attestations de parrainage, celle-ci accorda enfin la précieuse affiliation le 29 décembre 1791, plus de sept mois après en avoir reçu la demande.

Comme les autres clubs du réseau jacobin, celui de Gray entretint d'étroites relations « verticales » avec la société parisienne. Si la nature de cette correspondance ne présentait aucune originalité<sup>19</sup>, il faut souligner, par contre, l'attention particulière accordée par les Graylois à certaines des directives émanant de Paris. Prenons l'exemple des consignes relatives aux élections. Entre 1790 et 1792, les Jacobins de Paris émirent au moins quatre

---

<sup>15</sup> Vesoul en Haute-Saône, Besançon et Pontarlier dans le Doubs, Dole et Lons-le-Saunier dans le Jura, Langres en Haute-Marne, Dijon en Côte-d'Or, Belfort dans le Bas-Rhin.

<sup>16</sup> Strasbourg, Perpignan, « Lisle en Flandres », Nantes, Metz, Grenoble et Bayonne.

<sup>17</sup> *Journal des amis de la Constitution*, n° 25, 12 mai 1791.

<sup>18</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 31 juillet 1791.

<sup>19</sup> Les papiers émanant de Paris peuvent être classés en quatre catégories : informations accompagnées de commentaires, demandes d'information, véritables directives, annonce de mesures concernant le développement et l'organisation du réseau ; s'y ajoutaient de nombreux textes bruts (discours, textes de lois...). Dans le sens province-Paris circulaient des récits d'événements locaux, des réponses aux questions posées par la société mère, des déclarations d'adhésion aux positions du club parisien, des demandes de son appui à des revendications d'ordre local ou national. Voir F.-A. Aulard, *La société des Jacobins*.

circulaires sur ce thème : en octobre 1790, sur la nécessité de faire un bon choix pour l'élection des juges de paix ; en juin et à nouveau en juillet 1791, sur la nécessité de participer aux assemblées primaires et de faire les bons choix dans les élections à l'Assemblée législative ; enfin, le 22 août 1792, sur la nécessité de bien choisir les députés à la Convention. Cette dernière était extrêmement précise : dans le but d'éviter à tout prix la réélection des Feuillants, elle désignait nommément 224 députés de l'Assemblée législative (ceux qui avaient voté pour le décret d'accusation de La Fayette) et 40 anciens constituants (dont Robespierre, Pétion, Buzot, etc.) qu'elle proposait au suffrage des électeurs, désignant donc, par la même occasion, ceux qui ne devaient pas être réélus. Profitant du fait que l'assemblée électorale de Haute-Saône se tenait à Gray, le club invita les électeurs à l'une de ses séances, au cours de laquelle fut démontrée « l'indispensable nécessité de faire choix de citoyens justes et éclairés pour la formation de la Convention nationale<sup>20</sup> ». Aucun des députés sortants de Haute-Saône favorables aux Feuillants – dont Jean-François Crestin – ne conserva son siège...

### *Des relations soutenues avec les autres filiales du club parisien*

Le club de Gray s'inscrit également dans le réseau national jacobin par ses nombreuses relations « horizontales » avec les autres filiales, au moyen d'un abondant échange de courrier et grâce aux visites de citoyens porteurs d'un diplôme d'une autre société (tableau 1). Il fut ainsi en contact avec un minimum de 83 sociétés extérieures à la Haute-Saône, situées dans 53 départements répartis sur l'ensemble du territoire national (à l'exception, sans surprise, du « désert jacobin » de « l'Ouest intérieur » et, plus curieusement, de la Picardie et du nord de la Champagne). On note, parmi elles, une nette prédominance de sociétés bourguignonnes (sept en Côte-d'Or, quatre en Saône-et-Loire, trois dans l'Yonne) alors que seulement deux sociétés du Doubs (Besançon et Pontarlier) et deux du Jura (Dole et Lons-le-Saunier) figurent sur la liste.

En ce qui concerne le volume de ces contacts, si c'est avec le club de Besançon qu'ils furent les plus nombreux (dix-neuf), celui-ci ne devança que légèrement Dijon (treize) et Dole (douze) ; on remarque également l'importance des rapports du club de Gray avec ceux de Strasbourg (huit échanges) et de Marseille (sept). En raison de sa situation

---

<sup>20</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 2 septembre 1792.



périphérique en Franche-Comté, le club graylois fut donc largement tourné vers la Bourgogne voisine.

Département	Société	Relations	Département	Société	Relations
01. Ain	Bellay	1	47. Lot-et-Garonne	Agen	2
	Bourg	2		Nérac	1
03. Allier	Moulins	1		Marmande	1
04. Basses-Alpes	Digne	1	52. Haute-Marne	Chaumont	1
	Sisteron	1		Langres	7
06. Alpes-Maritimes	Grasse	1	54. Meurthe	Nancy	2
07. Ardèche	Annonay	1		Nomeny	1
	Tournon	1	57. Moselle	Metz	1
10. Aube	Troyes	1	58. Nièvre	Clamecy	1
13. Bouches-du-Rhône	Aix	1	59. Nord	Lille	4
	Marseille	7	63. Puy-de-Dôme	Issoire	1
15. Cantal	Aurillac	1	64. Basses-Pyrénées	Bayonne	4
17. Charente-Maritime	Rochefort	1	66. Pyrénées-Or.	Perpignan	1
	Saintes	2	67. Bas-Rhin	Landau	2
19. Corrèze	Ussel	1		Strasbourg	8
21. Côte-d'Or	Beaune	5	68. Haut-Rhin	Belfort	2
	Dijon	13		Colmar	1
	Fontaine-Française	2		Neufbrisach	1
	Planches et Fomines	1	69. Rhône	Lyon	2
	Pontailier	2		Neuville-sur-S.	1
	Semur	1		Villefranche-sur-S.	1
	St-Jean-de-Losne	1	71. Saône-et-Loire	Autun	2
22. Côtes-du-Nord	Dinan	2		Chalon-sur-Saône	3
23. Creuse	Gueret	3		Louhans	1
24. Dordogne	Périgueux	1		Mont-St-Vincent	1
25. Doubs	Besançon	19	73-74. Mont-Blanc	Annecy	2
	Pontarlier	3		Chambéry	1
26. Drôme	Nyons	1	75. Seine	Paris	20
	Valence	1	76. Seine-Inférieure	Le Havre	1
28. Eure-et-Loir	Dreux	1		Rouen	1
29. Finistère	Morlaix	3	79. Deux-Sèvres	Niort	3
31. Haute-Garonne	Toulouse	1	81. Tarn	Lacaune	1
33. Gironde	Bordeaux	4		Lavaur	1

34. Hérault	Adge	2	86. Vienne	Poitiers	4
	Montpellier	1	87. Haute-Vienne	Bellac	1
35. Ille-et-Vilaine	Rennes	1		Limoges	1
38. Isère	Grenoble	1	88. Vosges	Mirecourt	1
39. Jura	Dole	12	89. Yonne	Auxerre	5
	Lons-le-Saunier	3		Avallon	1
43. Haute-Loire	Le Puy	1		Parly	1
44. Loire-Inférieure	Nantes	3	90. Mont-Terrible	Porrentruy	1

Tableau 1. — Relations du club de Gray avec les autres sociétés (Haute-Saône exceptée).

En Haute-Saône même, s'il eut de nombreuses relations avec la société de Vesoul (19 contacts, autant qu'avec Besançon), il n'en eut pratiquement aucune avec les clubs de l'est du département ; il ignore en particulier celui de Luxeuil, chef-lieu de district, dont la fondation avait pourtant précédé la sienne. Par contre, c'est indéniablement le club de Besançon qui fut sa principale société mère au niveau régional. Il s'était, on l'a vu, largement inspiré de son règlement ; il était de surcroît abonné au journal *La Vedette* (véritable organe officiel de ce club) ; surtout, c'est avec l'aide (ou sur les ordres ?) de ses « frères et amis » bisontins qu'il réussit à s'épurer définitivement de ses éléments Feuillants<sup>21</sup>. Le club de Dole<sup>22</sup> joua également un rôle important auprès de lui. Cela semble indiquer que les sociétés des deux principales villes de Franche-Comté, qui en avaient été successivement la capitale, se disputaient la domination des clubs du centre et du nord-ouest de l'ancienne province.

### *Un faible empressement à développer un réseau local*

Si le club de Gray fut très intégré au réseau jacobin à l'échelle nationale, il ne fit aucun effort particulier pour favoriser la diffusion des sociétés politiques dans son district, en dépit de sollicitations réitérées. Le 18 mars 1792, suite à une adresse des Jacobins de Paris « en date du 27 février dernier tendant à un établissement de sociétés patriotiques dans

<sup>21</sup> C'est sur la proposition de Pierre-Joseph Briot, leader très radical du club bisontin, présent à la séance, que fut votée le 17 brumaire an II (7 novembre 1794) l'épuration complète de la société par un « noyau » émanant du comité de surveillance de la commune (Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 17 brumaire an II).

<sup>22</sup> Capitale de la Franche-Comté jusqu'à l'annexion de celle-ci au royaume de France en 1678.

toutes les municipalités du ressort de notre district<sup>23</sup> », le club de Gray décida d'envoyer une adresse à cet effet, tirée à 200 exemplaires, à toutes les municipalités de la circonscription. Cette initiative méritoire ne semble avoir été suivie d'aucun effet. La question revint en débat à la fin de l'été 1793. Le 1<sup>er</sup> septembre, un membre ayant déposé une motion « dont le but principal [était] de soutenir et de propager dans les campagnes l'esprit républicain par de nombreux établissements de sociétés populaires<sup>24</sup> », la discussion sur le sujet fut renvoyée au dimanche suivant. Mais huit jours plus tard, « la discussion de la motion tendant à propager l'esprit républicain dans les campagnes par de nombreux établissements de sociétés populaires [fut] renvoyée à la prochaine séance<sup>25</sup> ». Enfin, le 11 septembre :

« La motion d'un membre tendant à la prorogation de l'esprit républicain dans les campagnes par les établissements de sociétés populaires [ayant été] mise en discussion, l'assemblée par l'organe de son président a invité tous les sociétaires qui dans le temps des vacances se répandent dans les campagnes, à propager l'esprit de liberté et d'égalité, d'unité et indivisibilité de la République parmi les habitants et les engager à former des sociétés populaires<sup>26</sup> ».

La société se découragea-t-elle devant le peu d'écho de cette recommandation ? Un ultime rappel à l'ordre, reçu le 20 octobre, émanant cette fois des représentants en mission, donna lieu à cette mention pour le moins désinvolte dans le procès-verbal :

« Réception du cit. Jobard de Dole délégué par Bassale et Bernard pour propager dans ses départements l'esprit public sur la Révolution : établir des sociétés populaires, etc.<sup>27</sup> »

Quel fut le résultat de ces tentatives, certes bien timides ? À la fin de l'an II, la Haute-Saône abritait 48 sociétés populaires, données comparables à celles que l'on pouvait observer dans le Doubs (47 sociétés), et dans le Jura (55), ce qui plaçait ces trois départements, selon le mode de comparaison retenu (en valeur absolue ou en pourcentage de communes dotées d'un club) soit à un niveau très légèrement inférieur à

---

<sup>23</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 18 mars 1792.

<sup>24</sup> *Ibid.*, 1<sup>er</sup> septembre 1793.

<sup>25</sup> *Ibid.*, 8 septembre 1793.

<sup>26</sup> *Ibid.*, 11 septembre 1793.

<sup>27</sup> *Ibid.*, 20 octobre 1793.

la moyenne nationale (la médiane se situant à 52 communes pourvues d'un club par département), soit à un niveau inférieur de moitié à celle-ci (7 % des communes de Franche-Comté abritant une société, contre 14 % des communes pour l'ensemble de la France<sup>28</sup>). Ces données doivent être relativisées en fonction des caractéristiques démographiques de la région : la Franche-Comté était peu peuplée, très faiblement urbanisée – en dehors de Besançon, 25 000 habitants, aucune cité ne dépassait 9 000 habitants – et elle possédait de surcroît un très grand nombre de communes dont les trois quarts comptaient moins de 500 habitants et un tiers moins de 200, seuil au-dessous duquel la chance de rencontrer un club était pratiquement nulle<sup>29</sup>. Avec douze clubs qui, à part celui du chef-lieu, étaient tous postérieurs à mars 1792, et dont sept siégeaient dans des villages, le district de Gray n'était pas le plus mal loti. Il s'agissait néanmoins d'un bien maigre score, si on le rapportait aux 115 communes de la circonscription. Celui-ci s'expliquait certes par le contexte géopolitique régional.

On peut toutefois se demander si la forme d'implantation développée par le club du chef-lieu ne joua pas également un rôle dans la quasi absence de sociétés rurales. Au cours des premières années, celui-ci s'était affirmé assez clairement comme une société de district, tant par le recrutement de ses membres s'étendant, on l'a vu, sur 65 localités, que par le fait d'adresser dès le départ sa propagande, via les municipalités, à toutes les communes de sa circonscription. On était ici en présence d'une forme d'implantation des clubs originale, permettant de suppléer leur absence dans les communes rurales souvent trop petites pour en accueillir un, dont l'esprit public, par ailleurs, n'inspirait peut-être aucune confiance aux Jacobins des villes<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> J. Boutier et P. Boutry (dir.), *Atlas de la Révolution française*, t. VI : *Les sociétés populaires* ; C. Merlin et H. Hours, *Les sociétés populaires du Jura pendant la Révolution* ; aux inventaires figurant dans ces ouvrages se sont ajoutées les quelques sociétés que nous avons « découvertes » par la suite, qui ne modifient en rien les ordres de grandeur.

<sup>29</sup> Statistiques établies à partir des données fournies par la base « Des villages de Cassini aux communes d'aujourd'hui », <http://cassini.ehess.fr>. Le seuil des 200 habitants a été constaté à propos des clubs, pourtant très nombreux, de Haute-Normandie : voir D. Pingué, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale*, p. 152.

<sup>30</sup> Cela expliquerait que les Jacobins de Gray ne se soient pas précipités pour créer des clubs de villages. Cette hypothèse nous est suggérée par l'exemple de comités de surveillance ruraux, soupçonnés dans certains districts de complaisance envers les « fanatiques » et autres ennemis de la Révolution, et dont les Jacobins des villes voisines freinèrent sciemment la diffusion. Voir D. Pingué : « *Comités ruraux, quelles spécificités* ».

### *Une attention particulière pour le « fait religieux »*

Comme celles d'autres régions d'intense résistance catholique à la Révolution<sup>31</sup>, la Société des amis de la Constitution de Gray se considéra lors de sa création comme un véritable instrument de défense de la Constitution civile du clergé. Si neuf prêtres assermentés appartenaient, on l'a vu, à son noyau fondateur, elle en compta rapidement plus de quarante, dont plusieurs eurent une grande influence, tels les abbés Lempereur et Bondivenne, tous deux professeurs au collège, qui furent élus à plusieurs reprises président ou secrétaire. L'un et l'autre prononcèrent maints discours pédagogiques destinés à expliquer la loi et à contrer la propagande qui lui était hostile, en particulier le *Bref pontifical*, diffusé dans la région à partir du 15 mai 1791, dont on discuta d'abord longuement pour savoir s'il s'agissait d'un faux. Le 10 juillet 1791, sur la proposition de Bondivenne, fut adopté le serment d'honneur de « maintenir en particulier la Constitution civile du clergé » ; 208 membres le prêtèrent dans les semaines qui suivirent. La société entretint naturellement de chaleureuses relations avec l'évêque constitutionnel du département, Mgr Flavigny, dont la « Lettre pastorale [...] au clergé et aux fidèles de son diocèse » du 20 juillet 1791, puis le mandement pour le carême de 1792 furent pieusement lus au cours des séances. Sa réception triomphale le 22 août 1792 fut à la fois le point culminant de ces relations privilégiées et la dernière action de la société en faveur de la Constitution civile du clergé.

En se radicalisant, certains membres devinrent en effet des agents exaltés de la déchristianisation. Dès le 6 décembre 1792, l'inscription qui y avait été mise trois mois plus tôt en mémoire de la visite de l'évêque fut ôtée de la salle des séances. Le 10 février 1793, on refusa de lire « le mandement du citoyen évêque » pour le carême de 1793. Tout cela n'alla pas sans protestations, au point que la société finit par adopter un principe de neutralité en matière de religion, du moins en ce qui concernait les débats dans ses rangs : en novembre 1793, un membre ayant proposé que « le dimanche soit religieusement observé, on a passé à l'ordre du jour, sur ce que la Société ne s'occupe pas de matière religieuse<sup>32</sup> » ; quelques mois plus tard, à la suite d'un débat consistant à se demander si « la liberté des cultes [était] essentiellement liée avec les droits de l'homme », on décida

---

<sup>31</sup> Voir C. Peyrard, *Les Jacobins de l'Ouest*.

<sup>32</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 1<sup>er</sup> novembre 1793.

« qu'il ne soit plus fait de discussions théologiques ni agité aucune question de religion et que le membre qui en parleroit soit expulsé du sein de la Société<sup>33</sup> ». Celle-ci agit naturellement pour la défense du décadi, demandant inlassablement à la municipalité de le faire respecter (ce qui manifestement n'était guère suivi d'effet). Enfin, son attitude déchristianisatrice atteint son summum lors de la séance du 22 prairial an II (10 juin 1794). Des commissaires chargés de rencontrer le représentant Lejeune à Besançon sur un tout autre sujet rapportèrent « qu'ils avaient été mal accueillis par le représentant lorsqu'il avait su qu'ils étaient de la commune de Gray ; qu'il leur avait dit que les citoyens du district étoient fanatiques puisqu'ils avaient encore des prêtres ; qu'ils étaient égoïstes en ce qu'ils cachaient des grains ; et que ce n'était que par mauvaise volonté qu'ils ne livraient pas ceux qui leur étaient demandés ». On aurait pu s'attendre à des protestations des sociétaires... Bien au contraire, après « plusieurs observations toutes tendantes à ce qu'attendu qu'il paroît que ce sont les prêtres qui sont cause que les citoyens du district sont vus de mauvais œil des représentants du peuple et de leurs voisins », la société décida de faire séance tenante une pétition à la municipalité pour lui demander que « sans délai et aujourd'hui même, toutes les cy devant églises de la commune fussent fermées, les autels et autres monuments de la superstition détruits et que le temple de la Raison ne soit ouvert que les jours de décadis et autres fêtes nationales<sup>34</sup> ».

Cette attitude déchristianisatrice brutale révélait, tout autant que son combat précédent pour la Constitution civile du clergé, l'intérêt primordial de la société de Gray pour la question religieuse. Une autre manifestation de cette préoccupation fut son investissement exceptionnel en matière d'assistance. Celui-ci prit la forme de quêtes et collectes organisées aux cours des séances mais également de souscriptions publiques ou encore de grandes opérations de porte-à-porte, pour lesquelles la ville fut divisée en quatorze sections, chaque habitation étant méthodiquement visitée par deux sociétaires résidant dans le quartier. Inutile de préciser qu'en l'an II, il était imprudent pour les citoyens « commodes » (aisés) de refuser de contribuer. Au début, les bénéficiaires étaient des pauvres, des malades, des victimes d'accidents ou d'incendies ; s'y ajoutèrent par la

---

<sup>33</sup> *Ibid.*, séance du 10 ventôse an II (28 février 1794).

<sup>34</sup> Arch. dép. Haute-Saône, 361 L2, Société populaire de Gray, séance du 22 prairial an II (10 juin 1794).

suite des parents de volontaires et les volontaires eux-mêmes. Pour recevoir un don, il fallait, dans un premier temps, signaler son cas à un sociétaire. Ensuite, sans que cette pratique disparaisse, la société se dota d'un comité de secours, chargé notamment de recenser les bénéficiaires potentiels.

### ***Une priorité : la défense de la « petite » et de la « grande » patrie***

Appartenant à une région frontière, le territoire de la Haute-Saône avait subi dans le passé de nombreuses invasions, dont les traces étaient profondes dans la mémoire collective, en particulier celles de la Guerre de Dix Ans (1638-1648), pendant laquelle les deux tiers des Franks-Comtois avaient laissé la vie. Au cours de la Révolution, la frontière fut aussi le lieu de passage des aristocrates émigrés, symboles d'une féodalité particulièrement haïe dans la région<sup>35</sup> ; on craignait leur retour presque autant que l'invasion des armées étrangères. Les Graylois étaient d'autant plus sensibles à cette double phobie que leur cité était une ville de garnison, mais surtout qu'elle devint, avec la guerre, une ville d'étape pour les militaires en partance pour l'armée du Rhin ; ces derniers, logés dans les casernes construites à la fin de l'Ancien Régime, le furent également chez les habitants, tandis que l'hospice de la ville devint *de facto* un hôpital militaire accueillant de plus en plus de patients.

Dès sa création, le club accueillit dans ses rangs, on l'a vu, un certain nombre de vétérans qui s'étaient illustrés sur des champs de bataille ; dès son ouverture au public (d'abord le dimanche, à partir de juin 1791), les simples soldats présents dans la ville fréquentèrent assidûment ses séances (alors que les officiers, pourtant nommément invités, les dédaignaient) ; en août 1791, une mutinerie ayant éclaté dans le 12<sup>e</sup> régiment de cavalerie, la société fut accusée jusqu'en plus haut lieu d'en avoir été l'instigatrice et fut menacée de graves représailles<sup>36</sup> ; indignée, elle répondit par un mémoire justificatif envoyé aux

---

<sup>35</sup> Féodalité symbolisée notamment dans la région, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, par la survivance de « l'odieuse servitude » de la mainmorte.

<sup>36</sup> Dans un rapport présenté à l'Assemblée nationale le 14 août 1791, au nom du comité militaire, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely rendit le club en grande partie responsable des événements survenus à Gray au début du mois d'août (Archives parlementaires, t. 29, p. 426). Suite à ce rapport, l'Assemblée vota un décret ordonnant au ministre de la Guerre de faire rechercher et réprimer les militaires impliqués dans la rébellion, et au ministre de la Justice de donner des ordres pour que « les citoyens qui auraient été les auteurs ou instigateurs des

journalistes et aux députés de renom (Gorsas, Carra, Pétion, Robespierre...) que tous les membres durent signer sous peine d'exclusion.

La société se préoccupa très tôt de la défense de Gray, en lien étroit avec la Garde nationale, dont la plupart des officiers étaient des sociétaires. En mai 1791, moins d'un mois après sa création, elle adressa conjointement avec la municipalité une pétition à l'Assemblée nationale réclamant des armes (canon, fusils, munitions de guerre) pour la Garde nationale de la ville. Dès juin, elle organisa une souscription pour « avancer des fonds à la Garde nationale en cas qu'elle soit obligée de marcher pour défendre la Patrie<sup>37</sup> ». Sa principale intervention dans ce domaine, sans passer pour une fois par l'intermédiaire des autorités constituées (alors qu'elle était très légaliste) fut l'achat de deux canons pour défendre la ville, acquisition que la société prit totalement en charge, du financement (par souscription) à la mise en service. Cette affaire occupa pratiquement à plein temps plusieurs membres de février 1792 à octobre 1793, de l'achat des canons (commandés à un entrepreneur de Montcenis qui dans un premier temps ne donna pas satisfaction) à la confection des boulets et au recrutement d'instructeurs pour former les artilleurs. Les procès-verbaux de délibérations regorgent à ce sujet de détails techniques plus incompréhensibles les uns que les autres pour des non initiés.

Avec la déclaration de guerre, la défense nationale en général prit le pas sur celle de la ville de Gray. À la suite de l'appel de la Patrie en danger, plusieurs des valeureux officiers en retraite membres de la société manifestèrent leur volonté de reprendre du service ; le club fit les démarches nécessaires et ils obtinrent facilement satisfaction. Il ne s'agit que d'un exemple parmi d'autres des actes patriotiques proposés à l'admiration de tous au cours des séances. La guerre fut en effet omniprésente dans les activités du club de 1793 à l'an III, qu'il s'agisse de la lecture à chaque séance des nouvelles du front, des interventions concernant la gestion de l'hôpital ou celle des écuries militaires. Les volontaires étaient fêtés avant leur départ, habillés et chaussés aux frais de la société, admis dans ses rangs sans avoir besoin d'être « scrutés ». La question des subsistances, souvent prioritaires pour les clubs en l'an II, était ici principalement abordée sous l'angle

---

mouvements survenus dans la 6<sup>e</sup> division soient dénoncés au tribunal civil dont ils sont justiciables, poursuivis et punis selon l'exigence du cas » (*ibid.*, p. 428). On comprend l'émoi des Graylois.

<sup>37</sup>Arch. dép. Haute-Saône, 361 L1, Société populaire de Gray, séance du 9 juin 1791.



de leur réquisition pour l'armée du Rhin. La société participa naturellement à la campagne pour offrir un cavalier jacobin à la République, puis pour financer un vaisseau de ligne.

La société de Gray fut représentative de l'ensemble des clubs jacobins sur de nombreux plans : par son organisation, par son mode de fonctionnement interne, par l'évolution de son rôle au cours de la Révolution. Par son recrutement, elle fut plus « populaire » que la plupart des sociétés urbaines, même si les dirigeants appartenaient comme partout ailleurs aux élites bourgeoises. En rapport avec le contexte géopolitique régional, ses préoccupations principales furent la défense des politiques religieuses de la Révolution, surtout au cours des premières années, et plus encore, la mobilisation patriotique. Sa principale originalité résida sans doute dans ses relations avec les autres sociétés : très ancrée dans le réseau jacobin national, dominée au niveau régional par le club de Besançon, elle joua plus ou moins, sur le plan local, le rôle d'une société de district. Ce mode d'implantation permet de relativiser la faible pénétration du « jacobinisme » dans les campagnes de Haute-Saône et des départements voisins.

Fut-elle représentative des sociétés de Franche-Comté ? Il faut en réalité s'interroger sur la pertinence de regrouper dans un même ensemble, à l'époque de la Révolution, les trois départements issus du démembrement de l'ancienne province. Besançon, l'ancienne capitale, conservait indéniablement une grande influence sur une partie du ci-devant bailliage d'Amont. Mais Gray était aussi largement tournée vers la Bourgogne. Apporter des éclairages sur ces questions, qui concernent l'identité franc-comtoise, particulièrement d'actualité aujourd'hui, n'est pas le moindre intérêt, à côté de ceux qui ont déjà été soulignés, des procès-verbaux de délibérations de la société populaire de Gray.

### ***Bibliographie***

ABERDAM Serge, « L'élargissement du droit de vote entre 1792 et 1795 », thèse de doctorat sous la direction de M. Vovelle, université Paris I, 2001.

AULARD François-Alphonse, *La Société des Jacobins, recueil de documents sur l'histoire du Club des Jacobins de Paris*, 6 volumes, Paris, Le Cerf, 1889-1897.

BOUCHARD Aline, « Entre textes parisiens et réalités locales : l'administration départementale du Jura (1790-1793) », thèse de doctorat sous la direction de J.-C. Martin, université Paris I, 2011.

BOUTIER Jean et BOUTRY Philippe (dir.), *Atlas de la Révolution française*, t. VI : *Les sociétés politiques*, Paris, EHESS, 1992.

*Le JURA CONTRE PARIS : LE MOUVEMENT FÉDÉRALISTE JURASSIEN DE 1793*, actes de la table-ronde du 3 avril 1793 [sic pour 1993], Lons-le-Saunier, Société d'émulation du Jura, 1994.

MARQUE Jean-Pierre, *Institution municipale et groupes sociaux : Gray, petite ville de province (1690-1790)*, université de Dijon / Les Belles Lettres, 1979.

MAYAUD Jean-Luc, *La Franche-Comté au XIX<sup>e</sup> siècle*, Wettolsheim, Mars et Mercure, 1979.

MERLIN Colette et HOURS Henri, *Les sociétés populaires du Jura pendant la Révolution, choix de documents*, Archives départementales du Jura, 1990.

PEYRARD Christine, *Les Jacobins de l'Ouest : sociabilité révolutionnaire et formes de politisation dans le Maine et la Basse-Normandie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1996.

PINGUÉ Danièle, *Les mouvements jacobins en Normandie orientale*, Paris, Éd. du CTHS, 2001.

PINGUÉ Danièle, « Comités ruraux, quelles spécificités ? », dans D. Pingué, J.-P. Rothiot, D. Godineau et A. Jollet (dir.), *La surveillance révolutionnaire dans l'Ouest en guerre*, Paris, SER, 2017, p. 151-159.

PINGUÉ Danièle, *Procès-verbaux du club jacobin de Gray, Haute-Saône (mars 1791-janvier 1795)*, Paris, Éd. du CTHS, à paraître.

### **Résumé**

La société populaire de Gray, petit chef-lieu de district de la Haute-Saône, fonctionna près de quatre ans sous différentes dénominations, de sa création le 17 mars 1791 à sa dissolution le 21 nivôse an III (10 janvier 1795). Comparable sur de nombreux plans aux autres clubs jacobins de la « première génération », elle se distingua par plusieurs points forts : un recrutement de masse, relativement populaire, s'étendant à l'ensemble du district ; une forte intégration dans le réseau jacobin au niveau national ; un intérêt particulier pour les questions religieuses et des activités tournées en priorité vers la mobilisation patriotique.